

L'épouvantail Le Pen a réussi à recréer l'union nationale pour la République

La lutte de classe se chargera de la défaire

Au cours des vingt-cinq dernières années, il y a eu 24 élections à caractère national (municipales, présidentielles, européennes) ... sans compter les nombreuses élections partielles. Autant dire que le business politicien a une perspective permanente : le vote aux prochaines élections.

Et puis voilà qu'un certain 21 avril 2002, un vote de premier tour pour une élection présidentielle, tout ce qu'il y a de plus démocratique, avec tout plein de candidats de toutes les couleurs, permet à un saltimbanque fasciste au parti en déliquescence de s'opposer à un nationaliste de droite traditionnel comme choix électoral pour le second tour. Scandale des scandales ! Tous les adeptes du bulletin de vote protestent et se mettent à manifester contre ce choix que leur démocratie électorale leur a imposé. Paradoxal pour le moins. On veut bien de la démocratie électorale, on défend mordicus la République, mais pas le résultat qui est sorti des urnes.

Qu'un fasciste notoire puisse briguer (et parfois accéder) démocratiquement aux plus hautes fonctions de l'État n'est pas vraiment une surprise. Faut-il rappeler que Mussolini est venu tout à fait démocratiquement au pouvoir en 1922 ? Qu'Hitler a eu le même privilège ? Et plus près de nous, qu'Haider en Autriche ou Berlusconi et ses alliés fascistes à peine maquillés d'Alleanza Nazionale ou de la Ligue du Nord en Italie ont été élus de la même façon, dans le respect de la Constitution et des institutions démocratiques ?

Faut-il rappeler que pour déloger Mussolini et son régime honni il a fallu bien davantage que des manifs de doléance, des hauts cris indignés ou des bulletins de vote ? Sans la formidable vague de grèves ouvrières de 1943 en Italie, accompagnées de rudes batailles de rue contre les chemises noires, et sans un carnage impérialiste planétaire, peut-être que les nazis et les fachos seraient encore aux commandes de certains Etats, comme l'ont été jusqu'aux années '80 le régime stalinien ou encore, jusqu'aux années '70, les dictatures de Franco en Espagne et de Salazar au Portugal.

Ceux qui se mettent à genoux devant la déesse Démocratie qui adorent la religion du bulletin de vote, qui prêchent pendant trois mois tous les ans dans des campagnes électorales à tiroirs devraient quand même se poser des questions. La démocratie électorale peut très bien amener les fascistes au gouvernement ou à la tête de l'État.

Et ce, même si, pour l'instant, le danger constitué par Le Pen n'est autre qu'électoral. Du Medef à Madelin, de Jospin à des pans entiers de l'extrême gauche, on s'apprête à plébisciter Chirac pour que celui-ci ait les pouvoirs les plus étendus afin d'endiguer le Front National et son allié copieusement conspué Megret. Le châtelain de Saint-Cloud aura réussi, à froid, à unifier une caste politique qui était pourtant bien divisée avant ces élections. La reconstitution de l'unité nationale dans le cadre de la défense de la République, voilà le principal résultat de la vraie fausse percée de l'extrême droite qui n'a obtenu que quelques centaines de milliers de voix supplémentaires. L'État et le capitalisme, qui ont engendré le fascisme, qui ont rendu possible son accession à la tête de plusieurs exécutifs, devraient désormais représenter, selon eux les meilleurs (ou les seuls) remparts efficaces contre la peste brune.

Or, dans les conditions actuelles de la France capitaliste, Le Pen n'a aucune chance de pénétrer dans la salle des commandes de l'État. Dépourvu d'un organe capable d'organiser le vote éminemment réactionnaire (nous refusons toute qualification du vote Le Pen comme de protestation, fût-il l'œuvre de prolétaires désemparés et souffrants) qui s'est porté sur lui, l'affreux personnage ne détient finalement aucun autre moyen que celui de faire pression et d'influencer les gouvernants qui vont suivre (la fameuse « Iepénisation des consciences »). Gouvernants qui vont à coup sûr s'empresser de caresser dans le sens du poil les électeurs du Front National par des mesures anti-immigrés et de renforcement de l'ordre policier dans les quartiers populaires. Aiguillon de la caste politique au pouvoir, Le Pen l'est et le sera de plus en plus, mais pas davantage tant que les conditions de l'exploitation n'exigent pas l'instauration d'une dictature fasciste.

Tout aurait changé depuis le 21 avril parce que Jospin a manqué de moins de 1 % des voix exprimés pour être au deuxième tour ? Parce que cette fois Le Pen a fait le plein des différents bouts de l'électorat réactionnaire ? Voter, voter, .. Ah ! le bulletin de vote ; ... toujours et encore.

Les intérêts de la classe ouvrière ne sont représentés par personne dans ce lamentable concert de politiciens bourgeois à la petite semaine.

La France est un Etat capitaliste démocratique, avec une constitution, un parlement, un sénat, des institutions représentatives et tout et tout. Malgré cela (ou plutôt grâce aussi à cela), la meilleure des démocraties n'est rien de moins qu'une dictature du capital sur la classe ouvrière. Quels que soient les résultats électoraux, le lendemain comme toujours, les prolétaires devront aller à l'usine, au bureau ou sur le chantier vendre leur force de travail aux patrons. Parce qu'il n'y a pas d'autre moyen de vivre pour les travailleurs dans la société dominée par le sacro-saint capital. Et là, que ce soit un gouvernement de gauche, de droite, avec toutes les variantes possibles, il n'y a plus de démocratie qui tienne : ce sont les patrons qui commandent. C'est la loi du profit maximal, obtenu coûte que coûte, qui domine. Et silence messieurs les politiques.

L'Etat met ses structures, ses administrations, sa justice, son armée, et tous les moyens sophistiqués d'encadrement des populations au service d'une classe et d'une seule : la bourgeoisie. Cette classe soumet de gré ou de force toute la société à sa nécessité d'extorquer de plus en plus de profits. Les élections et toutes les illusions qui vont avec présentent un intérêt certain pour les classes possédantes : tant que les prolétaires se passionnent pour ces trucs là, ils ne remettent pas en cause les fondements de l'exploitation capitaliste. Tant que la réflexion reste embourbée dans les marais de la « citoyenneté » et autres fadaïses du même acabit, c'est la conscience politique autonome de la classe ouvrière qui se met aux abonnés absents.

La force des travailleurs, celle dont ils peuvent se servir pour améliorer leur quotidien et révolutionner la société, c'est leur place dans la production, et rien d'autre. Que les travailleurs des transports arrêtent le boulot, et tout s'arrête. Que les ouvriers croisent les bras, et il n'y a plus de production. Que les techniciens, les informaticiens, les gaziers ou les électriciens, etc. (tous sont des prolétaires) cessent le travail. et toute la machine économique du capital est bloquée. Et qu'est-ce que le vote peut changer à cela ? RIEN !

Seule la classe des travailleurs est plus forte et puissante que la bourgeoisie et ses alliés. Mais elle ne peut devenir l'élément de transformation de la société QUE si elle a conscience de sa force en tant que classe. D'où les efforts passionnés de tous nos adversaires pour inculquer le crétinisme électoral dans les têtes des prolétaires. Ces messieurs veulent reléguer le prolétaire au rang de 'citoyen' parmi d'autres. « Un vote, une voix », qu'ils professent. C'est vrai : dans l'urne, la voix d'un maçon ne vaut pas plus que celle d'un proxénète ; celle de l'employée ne vaut pas plus que celle d'un militaire : celle d'un ouvrier que celle d'un gangster, ou de son patron.... Ils veulent transformer ceux qui ont vocation à devenir une classe de travailleurs conscients de leurs intérêts exclusifs en une masse d'individus, mélangés aux autres classes, qui se contenteraient d'élire ceux qui pendant cinq ans, de droite ou de gauche, vont les fouler aux pieds.

Travailleur, jamais rien ne changera pour toi par le biais des élections.

Ceux qui veulent te faire croire cela, y compris ceux qui ne dénoncent pas clairement l'imposture électorale, défendent les intérêts du capital.

Voter ne sert à rien ; s'abstenir non plus.

Il te faut au contraire prendre conscience que la seule solution réaliste pour les ouvriers consiste à détruire l'Etat, ses institutions, ses partis, sa police, son armée, sa justice et toutes ses administrations.

Le 1er mai, 2002

MOUVEMENT COMMUNISTE